NPA L'étincelle
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

**Centre hospitalier**
***Saint-Denis***

Lundi 9 mai 2022

# *On n'arrête pas le progrès ?*

***Quoique bourré d'inégalités et d'injustices, notre monde a connu dans le dernier siècle toute une série de progrès qu'on a tendance à voir comme définitifs. Le droit des femmes de disposer de leur corps, gagné dans la lutte dans nombre de pays, en fait partie. La possible remise en cause majeure de ce droit à l'avortement aux États-Unis vient démentir cette vision d'un monde en perpétuel progrès : bien des retours en arrière nous menacent.***

## États-Unis : offensive réactionnaire…

Selon les révélations du média *Politico,* la Cour suprême des États-Unis s'apprête à enterrer fin juin la jurisprudence « Roe vs Wade » qui fonde dans ce pays le droit à l'avortement depuis 1973. Cette décision ouvrirait la voie dans chacun des 50 États des États-Unis au vote de législations anti-avortement, ou à l'application des lois votées mais pour l'instant bloquées, comme celle qui au Texas promet d'envoyer devant un tribunal tout médecin suspecté de pratiquer des avortements, voire quiconque aide une femme enceinte à se rendre dans un État où l'avortement est légal. Cela concerne pas moins de 26 États, la moitié des États-Unis, et souvent les plus pauvres.

## … et anti-ouvrière

Car l'attaque contre le droit à l'avortement a une dimension anti-ouvrière. Dans un pays où il n'y a pas de congé maternité obligatoire, et quasiment pas d'allocations familiales, élever un enfant coûte très cher. Sans surprise, les femmes ayant recours à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) vivent à 75% sous le seuil de pauvreté. Ces femmes pauvres – sans, ou avec un ou plusieurs petits boulots – n'ont que difficilement accès à une IVG. Il faut faire de longs trajets pour trouver une clinique qui les pratique, car 90% des comtés n'en ont pas. Les grossesses non désirées ou à risque sont donc légion.

Hypocritement, les fondamentalistes chrétiens et politiciens anti-avortement se prétendent « pro-vie ». Mais le résultat de leur croisade, c'est que la mortalité des femmes américaines à l'accouchement atteint en moyenne 23 pour 100 000, plus de deux fois plus que les autres pays riches, et jusqu'à 55 pour 100 000 pour les femmes noires, soit le niveau de pays pauvres comme le Panama ou l'Équateur !

## Partout dans le monde, les mêmes problèmes

Le même scénario est à l'œuvre dans bon nombre de pays de la planète. En Pologne, l'IVG est depuis deux ans soumis à de telles restrictions qu'il devient pratiquement impossible d'y avoir recours. En France, les députés ont certes étendu de 12 à 14 semaines le délai légal pour une IVG en mars dernier. Mais le manque de moyens accordés aux centres du planning familial et la prégnance des idées réactionnaires parmi tout un pan des médecins constituent de sérieuses entraves.

Ailleurs, c'est le droit à la contraception qui est remis en cause. Les anti-avortement des États-Unis en font d'ailleurs leur prochain objectif. Partout dans le monde, les milieux réactionnaires communient, par-delà leurs diverses obédiences religieuses, dans une même haine de la liberté des femmes ou du libre choix pour chaque individu de sa sexualité. Ces droits sont insupportables aux culs-bénis et aux défenseurs de la famille patriarcale alors même qu'ils ne les empêchent en rien de vivre à leur manière. Ce qu'ils craignent, c'est le caractère contagieux de la liberté… Et c'est bien là qu'est l'espoir !

## Il n'y a pas de fatalité

Depuis les années 1970, le combat n'a en fait jamais cessé. Des femmes d'Irlande ou d'Argentine, mobilisées par centaines de milliers, ont arraché récemment la légalisation de l'avortement. Celles de Pologne n'ont pas encore fait reculer leur gouvernement, mais des centaines de milliers d'entre elles se sont éveillées à la lutte. Aux États-Unis, la Women's March a traduit la même prise de conscience sous Trump. Et la décision de la Cour suprême pourrait la renforcer : 69% des Américains seraient contre. Femmes et hommes.

La lutte ne fait que (re)commencer.

***Il y a de l'argent pour construire mais pas pour embaucher ?!***

Ça fait un an que l'équipe des longs-séjours gériatriques alerte sans relâche sur les conditions de travail dans le service et le risque accru de maltraitance dans un contexte d'extension des surfaces.

Face à cela, l'ARS et le Conseil départemental, financeurs et « décideurs » avec la direction du CHSD, les méprisent pendant qu'ils jouent un numéro d'illusion sur le scandale Orpea and co. La direction recule en lâchant des postes supplémentaires, présentés comme impossibles avant, mais c'est loin d'être suffisant. On fera plier l'ARS, le Conseil départemental, et...

***Poussez pas***

30% des postes de sages-femmes ne sont pas pourvus dans les hôpitaux du département. Les sages-femmes ont alerté à maintes reprises l'ARS des dangers pour les femmes qui accouchent : aucune réaction efficace ! Les urgences de Montfermeil ont fermé leur porte la nuit du 23 avril faute de sage-femme présente. L'été risque d'être celui de tous les dangers. À Delafontaine, le planning est un vrai casse-tête, les fermetures de lits et annulations de congés annuels (!) ne suffiront certainement pas pour remplir toutes les cases vides, pendant ce temps les patientes ne trouvent plus de maternité…




***Sursis pour la maternité des Lilas : ne nous laissons pas endormir***

La maternité fait 1 200 accouchements par an et pratique 900 IVG. Vendredi 29 avril, nouvelle manifestation devant le ministère de la Santé pour le maintien de la maternité. Une pétition a aussi été signée par plus de 40 000 personnes. Elle est disponible sur change.org

La lutte a déjà permis d'arracher un répit d'un an. Mais ne nous démobilisons pas, ce n'est qu'un sursis ! Jeudi 2 juin, soyons nombreux au prochain rassemblement devant le ministère de la Santé.

***Urgences fermées, appelez le 15, pas le futur Premier ministre***

La majorité des AS et IDE des urgences de Ballanger à Aulnay sont en arrêt maladie. Épuisés par un travail en sous-effectif alors que les passages journaliers aux urgences peuvent monter à 300 par jour. La direction de l'hôpital méprise leurs revendications, mais que manque-t-il ? Quelques postes supplémentaires… Aucun doute que tous les politiciens ayant mis la santé au cœur de leurs discours électoraux résoudront le problème. Quel que soit le prochain Premier ministre, il faudra faire effraction dans son bureau pour imposer des embauches.

***Urgences : l'effet domino***

Délestage chez les uns, par épuisement des équipes, saturation du flux dans un contexte de sous-effectif chez les autres (Urgences de Saint-Denis), l'embouteillage dans les services d'urgence ne va pas disparaître comme par enchantement mais par des embauches massives à de meilleurs salaires. Il faut que le gouvernement sorte le fric pour la santé, une politique du soin et non une politique d'économie.

***Urgences fermées (bis repetita), la liste s'allonge, la durée aussi…***

Après une première fermeture de 24 heures des Urgences d'Oloron (Pyrénées-Atlantiques), faute de médecins en nombre suffisant, c'est finalement « jusqu'à nouvel ordre » que le service restera fermé, dans le meilleur des cas jusqu'en septembre. Les 17 AS et IDE du service auront le choix entre le redéploiement sur Pau, à 40 kilomètres, et faire valoir une autorisation spécifique d'absence.

***On se laissera pas faire***

La colère est en train de franchir un seuil : à Orléans, la grève dure continue, à Chartres quatre services ont rejoint la grève, à Colombes, La Roche-sur-Yon, Nantes, Caen… et ailleurs, partout, les hospitaliers réclament des embauches. Ça paraît difficile d'obtenir par la grève des embauches, des augmentations de salaire, la titularisation des collègues : les cadres disent que le budget n'est pas là, la direction de l'hôpital se cache derrière l'ARS, etc. POURTANT, il y a deux ans, c'est bien un vaste mouvement de grève qui a permis d'obtenir des postes supplémentaires dans les services d'urgence, les 100 euros de « prime urgence », et les 183 euros de la prime Ségur ! Insuffisant, certes, mais c'est quand même un gros morceau arraché par la grève !

***Deux services de pointe rentables***

À Beaujon, une bonne partie de l'équipe de chirurgie digestive se voit débaucher pour aller exercer dès septembre au sein du groupe Hexagone Santé Participations (à but lucratif) qui récupère plusieurs chirurgiens. Évidemment, les équipes suivent. Ayant largement autorisé l'expansion de lits dans le privé ces dernières années, l'ARS a fermé les yeux sur l'opération. Quand on parle du sabotage de l'hôpital public au service du profit, en voilà un exemple concret !